

Pour une action municipale sociale et écologique de proximité

Faire le choix du rassemblement de la gauche

Nous sommes un collectif de femmes et d'hommes qui inscrivent leur combat dans celui du camp de la gauche.

À un moment où il apparaît de bon ton de gommer les clivages partisans, nous assumons fièrement d'être « de gauche » et sommes convaincu·e·s de la nécessité du rassemblement à gauche. Le clivage partisan, le débat d'idées n'est pas celui qui empêche la construction du consensus. Mieux, le clivage construit et permet la discussion.

La construction de l'intérêt général est une construction politique. Il se façonne à partir de lignes de crête claires et établies. Pour nous, la juste répartition des richesses et la réduction des inégalités en sont les marqueurs principaux.

Ajustés à la gouvernance d'une commune, ces marqueurs se retrouvent dans des modes de gestion comme la réappropriation collective des services à la population, des transports, dans la priorité faite à l'action sociale et éducative, dans la mise en œuvre de politiques culturelles et sportives au bénéfice de toutes et tous, avec une attention particulière à celles et ceux qui en sont le plus éloigné·e·s, ou encore dans la planification foncière et la politique du logement.

Ils justifient une action publique forte, des services municipaux présents et, ce faisant, un recours à l'impôt local.

Celles et ceux qui font la ville au jour le jour, ce sont ses habitant·e·s. Une équipe municipale de gauche doit avoir le souci permanent de s'adresser à elles et à eux pour expliquer le sens donné aux actions menées.

Une action municipale de gauche ne s'adresse pas qu'aux plus démuni·e·s. Elle ne se contente pas non plus de n'écouter que celles et ceux qui savent prendre la parole.

Une municipalité de gauche doit s'adresser à toutes et à tous. Elle doit savoir que l'immense majorité des habitant·e·s sont des salarié·e·s (en devenir comme les étudiant·e·s, en activité, privé·e·s d'emploi ou à la retraite) qui subissent les conséquences des politiques néo-libérales (salaires bloqués, chômage persistant, environnement menacé…).

Une municipalité de gauche doit promouvoir la démocratie à tous les étages. La participation citoyenne est une demande des habitant·e·s. La démocratie participative doit trouver à coexister avec la démocratie représentative. Elle ne peut s'y substituer. C'est un contrat clair qui doit être passé avec les électeurs·rices de Nantes. Pour nous, au-delà des initiatives et des projets de quartiers discutés aujourd'hui avec les habitant·e·s qui le souhaitent, il s'agit demain d'organiser le débat, son éclairage et la consultation citoyenne sur les grands projets d'aménagement, d'urbanisme, de transports. La citoyenneté doit permettre de donner son avis sur ce qui façonne la ville demain.

Rassembler la gauche dans sa diversité, combattre l'extrême-droite (RN) et refuser toute forme d'alliance avec les partis de droite (LREM, LR, UDI, Modem) est une nécessité pour mettre en œuvre une politique sociale et écologique à l'écart de la pression des lobbies économiques.

Habiter la ville

Habiter la ville, ce n'est pas simplement y faire des études, y travailler, y dormir. Ce n'est pas seulement s'y promener ou y faire du shopping. Habiter la ville, ce n'est pas uniquement déposer ses enfants le matin à la crèche ou à la maison d'assistant·e·s maternel·le·s et les y retrouver le soir.

Habiter la ville, c'est avoir la conviction profonde qu'un lieu de vie est d'abord un lieu de partage.

Habiter la ville, c'est d'abord s'y sentir accueilli·e que l'on soit étudiant·e·s, salarié·e·s en mobilité professionnelle, immigré·e·s comme résident·e·s de longue date.

C'est y trouver une place et se sentir soutenu·e sans discrimination : genre, orientation sexuelle, couleur de peau, handicap, origine sociale, maladie...

C'est avoir des droits et accéder à des services publics que l'on vive dans les quartiers de banlieue, les zones pavillonnaires, dans la rue.

C'est être aidé∙e dans son quotidien à la hauteur de ses besoins, selon ses moyens.

Investir la ville

Investir la ville, c'est proposer ensemble des idées nouvelles pour Nantes. Elles sont toutes élaborées autour d'une idée fixe : réduire les inégalités, lisser les injustices, dont celles aggravées par l'action du gouvernement.

Dans le contexte actuel marqué par l'offensive du gouvernement Macron-Philippe contre les services publics, l'échelle de la commune nous semble être un des niveaux où les services à la population doivent être renforcés et protégés.



Investir la ville, c'est aussi prendre toute sa part dans le débat public national. Nous nous y engageons. La parole politique de gauche doit dénoncer les attaques contre les services publics et contre les salarié·e·s. Cette parole doit être le moteur d'une politique municipale volontariste, qui parfois va au-delà de ses compétences légales. C'est une nécessité pour contrer les mauvais coups et pour réduire les inégalités entre les habitant·e·s.

À Nantes et dans son agglomération

Nous faisons le choix d'habiter Nantes, d'investir pleinement la communauté des Nantais·e·s.

À temps plein ou de passage, les Nantaises et les Nantais doivent pouvoir exprimer leur fierté d'appartenir à un collectif qui protège et qui préserve : les enfants, les femmes et les hommes, la nature et les terres agricoles persistantes, les emplois, la qualité de vie, le patrimoine matériel comme notre histoire commune.

Pour cela, l'action municipale doit traiter en priorité les sujets de la vie de tous les jours : transports, accès à une alimentation saine et agriculture saine, éducation, logement pour toutes et tous. Le centre-ville doit rester le lieu de vie de tou·te·s, quelle que soit son origine sociale.

La mode est à l'attractivité. On dit de Nantes qu'elle doit être attractive. La course à l'attractivité éloigne de l'attention au quotidien. Il faut se concentrer sur les conséquences de l'attrait de nouveaux habitant·e·s pour la ville, en accompagnant les évolutions de population des services utiles : crèches, écoles.

Notre obsession, ce n'est pas d'être la sixième ville de France. Ce n'est pas la compétition entre les grandes métropoles. Plutôt qu'une ville attractive, il nous faut développer une ville accueillante, une ville qui accompagne ses habitant·e·s au rythme de leur vie.

Protéger et accueillir

Il faut poursuivre l'action engagée autour des lieux d'accueil des habitant·e·s (exemple : maison de la tranquillité publique) qui doivent pouvoir trouver sur le chemin des agents en capacité de répondre à leurs questionnements du quotidien. Nous imaginons les mairies- annexes comme premiers lieux d'accueil de la population. Cela participera de l'attention nécessaire au quotidien des habitant·e·s. C'est par l'action de proximité et l'écoute que l'on améliore efficacement le cadre de vie. Les dossiers de la gestion des déchets, de la propreté, les travaux d'entretien (bâtiments, voirie) ne peuvent être négligés.

Droit au logement et lutte contre l'étalement urbain nécessitent de densifier la ville. L'urbanisme doit être moins technocratique et plus démocratique. La densification ne peut pas être synonyme d'uniformisation de la ville. Nous ne pouvons laisser le marché, les promoteurs et la finance faire et défaire la ville. La maîtrise publique est essentielle. Elle a pour corollaire la mise à distance des intérêts privés.



Accélérer la transition écologique

La densification doit s'accompagner du développement et de l'aménagement d'espaces publics arborés. Mieux, la ville dense de demain saura protéger des espaces. Ces espaces permettront de rendre possible la nécessaire compensation de l'artificialisation des terres par l'activité humaine.

Respirer un air sain et ne pas perdre son temps dans les embouteillages sont des exigences de plus en plus fortes. Franchir un cap dans l'usage des transports en commun est indispensable. L'objectif de la gratuité des transports est alors incontournable. Cette question doit faire l'objet d'un grand débat public : quel coût pour la collectivité et quelle augmentation de l'offre de transport en découle ? Nous souhaitons en discuter avec toutes et tous.

Les villes sont un lieu important de la mise en œuvre de la transition écologique. Le choix d'une écologie populaire est essentiel. Il implique de s'appuyer sur l'action et les mobilisations citoyenne et associative. Pour ne pas réserver le « bien manger » à celles et ceux qui en ont les moyens, il faut soutenir les démarches associatives solidaires qui permettent de mieux se nourrir et promouvoir l'agriculture urbaine qui permet de garder l'ancrage au sol, les pieds sur terre.

Trouver des convergences et présenter ensemble un projet pour Nantes. Débattre et rassembler la gauche. Garder un temps d'avance pour changer concrètement la vie des habitant·e·s. Voilà les éléments que nous voulions porter au débat public et à la discussion entre les partis de gauche.

Qui sommes-nous?

En France, longtemps espace de discussion entre militant·e·s souhaitant ancrer le Parti socialiste à gauche, la Gauche démocratique et sociale, prenant acte du mauvais bilan du quinquennat Hollande, est devenue parti politique.

En Loire-Atlantique, nous sommes un collectif de femmes et d'hommes, militant·e·s, élu·e·s, se réunissant régulièrement. Certain·e·s d'entre nous sont également engagé·e·s ailleurs à gauche. Beaucoup militent dans un syndicat ou une association. Nous mettons la question sociale au cœur de nos discussions et défendons une économie au service de l'intérêt de la majorité sociale du pays, les salarié·e·s. Convaincu·e·s que rien ne se fait sans l'union de la gauche, nous œuvrons pour son rassemblement. Notre réseau est ouvert à toutes celles et tous ceux qui partagent ces convictions.

À Nantes, dans le cadre de la prochaine élection municipale, nous soumettons à la discussion politique nos idées, résolument ancrées dans le quotidien des habitant·e·s ainsi qu'une méthode, le rassemblement à gauche, sans exclusive ni hégémonie.

Contacts:

gauchedemocratiqueetsociale44@gmail.com Nadège Boisramé 06 63 55 79 55 Philippe Brard 06 46 11 06 66 Marlène Collineau 06 78 99 24 89

